INSTABILITÉ CROISSANTE DANS LES PAYS LIMITROPHES

Alerte maximum aux frontières

L'instabilité qui prévaut dans la région a poussé l'Algérie a accroître davantage son système de surveillance et à se déployer sur le plan diplomatique et politique afin d'éviter le risque de contagion. Objectif numéro un : assurer une sécurité maximale aux frontières en dépit de pressions incessantes pour la réouverture des postes frontaliers avec le Maroc.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La dernière réaction du ministère des Affaires étrangères au passage des clandestins marocains renseigne largement sur la question. Démonstration d'intransigeance absolue, M. Abdelkader Messahel est allé jusqu'à convoquer l'ambassadeur du Maroc en Algérie pour lui faire part de la vive préoccupation des autorités face à «l'afflux massif et inhabituel des ressortissants marocains en provenance de Casablanca à destination de la Libye».

Cette préoccupation est, on le sait, liée au fait que de plus en plus de Marocains ont tendance à aller grossir les rangs de Daesh, et il s'en trouvait justement (parmi les 270 Marocains interceptés) qui projetaient de rallier les groupes terroristes en Libye.

En collaboration avec Rabat, les autorités algériennes ont rapatrié toutes ces personnes, dont le nombre n'a pas été dévoilé dans leur pays. Depuis, et on l'imagine, les mesures de sécurité ont été davantage renforcées aux frontières de même que cet évènement a conforté la décision algérienne de maintenir la fermeture de la bande frontalière avec ce pays en dépit des pressions. Depuis quelque temps, ces pressions émanent y compris des pays occidentaux et se manifestent notamment à travers les organisations internationales qui insistent pour faire entendre leur point de vue au moment de négocier des accords par exemple.

Que ce soit au FMI, à l'OMC et même au sein de l'Union européenne, la question de la réouverture des frontières avec le Maroc est soulevée dans le but, affirment ces derniers, de dénouer les relations tendues avec le Maroc et stabiliser ainsi les derniers pans de la région à avoir échappé au drame de ses voisins. L'autre argument avancé est que cette fermeture ne favorise pas le libre-échange au Maghreb.

En dépit de cela, Alger résiste et maintient sa décision prise en 1994 pour quatre raisons essentielles : endiguer le passage de la drogue, empêcher l'infiltration des terroristes, fermer la porte aux passages illégaux, mais aussi et surtout mettre fin au commerce informel qui nuisait grandement aux régions frontalières.

Mais ce qu'il faut savoir, c'est qu'au-delà de cet aspect, l'Algérie a en fait décidé depuis un bon moment de faire de la sécurité de toutes ses frontières une préoccupation première.

Les autorités avaient annoncé il y a quelques années déjà que «l'Algérie anticipera à toutes les évolutions possibles au niveau de la région du Sahel et prendra en conséquence et souverainement les mesures appropriées pour assurer la défense de ses intérêts et la protection maximale de ses frontières».

Cette déclaration, celle de M. Bellani, exporte-parole du ministère des Affaires étrangères, a été faite au moment où la crise malienne avait atteint son paroxysme incitant là aussi notre pays à fermer officiellement sa frontière avec le Mali mais aussi à déployer davantage d'efforts afin de contribuer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans ce pays en proie à une rébellion des Touaregs et une offensive terroriste d'une grande violence. Il y a une semaine, une réunion de grande importance s'est d'ailleurs tenue à Alger pour discuter des modalités de mise en application des accords de paix, conditions sine qua non pour la réduction de l'activité terroriste dans la zone, mais aussi dans tout le Sahel comme ont tenu d'ailleurs à le préciser les représentants de l'OUA et de l'ONU.

Photo : DR

La sécurité de toutes les frontières, une préoccupation première pour l'Algérie.

De la même manière les autorités algériennes ont pris la décision naturelle de fermer les frontières avec la Libye, un pays quasiment menacé d'effondrement, et de contrôler très fermement la zone frontalière avec le Niger secoué par des combats qui font rage au nord et des activités ravageuses menées par le groupe terroriste Boko Haram. A ce niveau, les frontières paraissent fermées de fait puisqu'aucun passage humain n'est permis. Reste enfin la Tunisie. En raison de l'instabilité qui prévaut également dans ce pays, il est arrivé aux autorités des deux Etats de prendre la décision de procéder à la fermeture des frontières d'un commun accord pour des périodes indéterminées. Il y a plus d'une année, le ministre tunisien de la Défense avait fermé les frontières avec l'Algérie en raison d'un pic d'insécurité.

Les ressortissants des deux pays ont été empêchés de circuler dans les deux sens. Un peu partout, l'alerte est au maximum. Mais en dépit de tous les efforts consentis pour préserver son territoire, l'Algérie continue à subir des tentatives d'infiltration multiples comme en témoignent les communiqués quotidiens du MDN et de la Gendarmerie nationale.

A. C.

SON SECOND SOMMET EST PRÉVU LE 27 MARS

L'opposition face à elle-même

D'aucuns accusent l'opposition, celle issue de la fameuse réunion de Mazafran, tenue le 10 juin 2014, de se suffire du minimum, en se contentant de simples conclaves et autres réunions, loin du peuple.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Plus que cela, ces voix soupçonnent même ce pan de l'opposition de «fuite en avant» et de se soumettre à une sorte de «fait accompli» du fait du rouleau compresseur du pouvoir. Elles en veulent pour preuve la programmation du second congrès de l'opposition, fin mars prochain, assez loin après l'adoption du projet de la nouvelle Constitution et que les retombées de la loi de finances commencent déjà à se faire sentir. Autant d'éléments qui font «rougir» davantage un tableau de bord déjà peu reluisant et qui auraient pu, selon ces mêmes voix, servir de carburant de plus pour l'opposition pour inverser le fameux rapport de force, jusqu'ici en faveur du pouvoir. Et au sein de l'Icso, il y a également cette réalité que nul ne peut nier, cette «peur» et cette «appréhension» de certains de ses membres, à se frotter à la rue, entretenues au sein de l'Icso par cette flopée de personnalités nationales, dont de nombreux ex-chefs de gouvernement qui ont «le souci permanent» de ne pas trop «se mouiller» au risque de «contrarier» un quelconque «destin heureux», sait-on jamais.

Des accusations que cette opposition récuse totalement. C'est ainsi que le président de Jil Jadid estime que cette lecture des événements est totalement erronée. «Nous avons préféré prendre tout notre temps pour préparer ce second congrès dans les meilleures conditions possibles», tenant à préciser que «l'agenda de l'opposition ne dépend nullement de celui du pouvoir». Une opposition qui, ajoutera-t-il, «a réussi à maintenir le cap, à faire preuve d'un degré de maturité qui lui permet d'entrevoir une nouvelle phase dans son action». Il s'agira pour l'opposition, lors de ce second congrès, expliquera notre interlocuteur, de «mettre de l'ordre, en se dotant d'une nouvelle feuille de route pour ce que doit être la deuxième République. Soit un programme pour une transition consensuelle pour accompagner un éventuel effondrement du pouvoir. Car, il faudra, pour l'opposition, s'entendre sur les fondamentaux pour pouvoir construire le message à proposer au peuple dans une ultime phase».

Et quid du «butinage» du pouvoir dans le propre jardin de l'opposition en faisant sien un de ses préalables phares, à savoir la constitutionnalisation de la fameuse Commission indépendante de supervision des élections ? «Mais il (le pouvoir, ndlr) est dans son rôle naturel de contrecarrer l'opposition, voire de la casser et l'éparpiller», réplique à ce propos Djillali Soufiane.

«Il faut comprendre que les partis de l'opposition, notamment ceux activant au sein de la CNLTD, sont des partis responsables et non des pyromanes. Ce sont des partis qui ne veulent pas d'un mouvement violent qui va contester le pouvoir. Nous avons une opposition qui veut aller vers des négociations sur la base d'un projet, celui de la conférence de Mazafran, et discuter avec le pouvoir pour aller vers une transition démocratique pacifique», expliquait, il y a quelque temps, dans ces mêmes colonnes, le président du RCD. «C'est pour cela que nous demandions l'organisation de marches populaires, car nous considérons que ces manifestations organisées par des partis qui ont de l'expérience dans la gestion des foules, qui ont des capacités à encadrer, à structurer les revendications les plus importantes sont mieux qu'une manifestation spontanée de jeunes qui en ont marre de la situation et qui voient leurs perspectives d'avenir s'assombrir», affirmait Mohcine Belabbas.

Pour le président du RCD, «les choses bougent d'une façon profonde. C'est-à-dire que la conscience citoyenne est de plus en plus importante, on ressent que les Algériens commencent à comprendre qu'ils ont été dupés, que leurs ressources ont été dilapidées et que leur confiance a été trahie. Ils commencent à comprendre avec la mise en exergue de la réalité dans les domaines de la gouvernance, de l'économie, et politique. Les citoyens se rendent de plus en compte que ce que l'opposition disait est vrai. Donc, les choses évoluent profondément en faveur de l'opposition. Peut-être que ce n'est pas à la cadence souhaitée par beaucoup mais je pense qu'à partir de 2016, 2017, les choses prendront une vitesse très importante et nous nous inquiétons aussi quant à cette vitesse que vont prendre les événements économiques, sociaux et politiques. C'est pour cela que l'opposition se prépare à toutes ces éventualités».

Même son de cloche chez le président du MSP. «Nous n'avons jamais vu dans un pays démocratique qui a des traditions démocratiques, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis, les citoyens sortir dans la rue et scander des slogans pour la démocratie. Les gens sortent dans la rue pour des questions sociales qui les concernent directement. On l'a vu partout de par le monde. Et quand ces gens sentent qu'ils sont lésés dans leurs aspirations, dans leurs conditions économiques et sociales, les partis politiques les écoutent et font de leurs demandes et de leurs aspirations des actions politiques et les développent dans leurs programmes», nous affirmait Abderezzak Mokri dans un récent entretien.

Pour lui, «même quand les partis politiques évoquent la crise en vue, ce ne sont pas tous les Algériens qui y croient et le comprennent. Mais lorsqu'ils entreront de plain pied dans cette crise, ils se rappelleront des avertissements de l'opposition. Cela se passe de la même façon partout dans le monde».

M. K.

LE BONJOUR DU «SOIR»

Les Patriotes, reconnaissants...

Suite de la page Une

N'ayant jamais été militant de ce parti, je suis à l'aise pour parler de ces femmes et ces hommes qui ont écrit des légendes dorées dans les plus belles pages de l'histoire de l'Algérie indépendante. C'étaient mes compagnons de tous les jours, mes «camarades» ! On était sur les mêmes combats, pour la même cause et si je me satisfaisais de ce FLN de gauche qui, quoi qu'on en dise, a longtemps gardé le cap de la révolution socialiste, j'ai toujours eu du respect et une grande admiration pour ces militants clandestins qui n'hésitaient jamais à descendre dans l'arène pour y affronter la bourgeoisie compradore et la bureaucratie. Distributeurs anonymes de la «Voix du peuple» ou simples volontaires éparpillés dans les champs, aux quatre coins de l'Algérie, ils étaient là, présents, debout, fiers. Ils avaient le don de ressusciter l'espoir et d'allumer ses feux étincelants dans les gourbis et les favelas.

Aujourd'hui que j'en parle, je ne peux oublier de citer les grands de ce mouvement : Hadjeras, Hadj Ali, Hachemi Chérif. Ce dernier nous manque terriblement. Il manque surtout à une opposition déboussolée et divisée, qui a tant besoin de ses analyses lucides et ses jugements sans appel.

A tous les militants, aux vieux camarades qui gardent, au fond de leurs yeux, cette lueur si essentielle à l'éclairage des jours sombres que nous vivons, à ceux qui tentent de recoller les morceaux, bonne fête ! L'Algérie n'oubliera jamais vos sacrifices : des tas de bouquets de fleurs vont redire aux martyrs de Haouch Gros l'infinie reconnaissance de tous les hommes libres de ce pays !

farahmadaure@gmail.com